

Économie

ANDRÉ L'ESPÉRANCE QUITTE DETTSON / Page B3

Chez nous



Construction
Hausse de 23 % de la valeur des permis au Québec / Page B5

Caisse de dépôt
Scaire ne croit pas qu'une affaire Enron puisse survenir au Québec / Page B3

Désarrois devant un compte de taxes triplé

Même s'il a payé sa maison un gros prix, un citoyen de Danville trouve la hausse d'évaluation exagérée

François Gougeon
DANVILLE

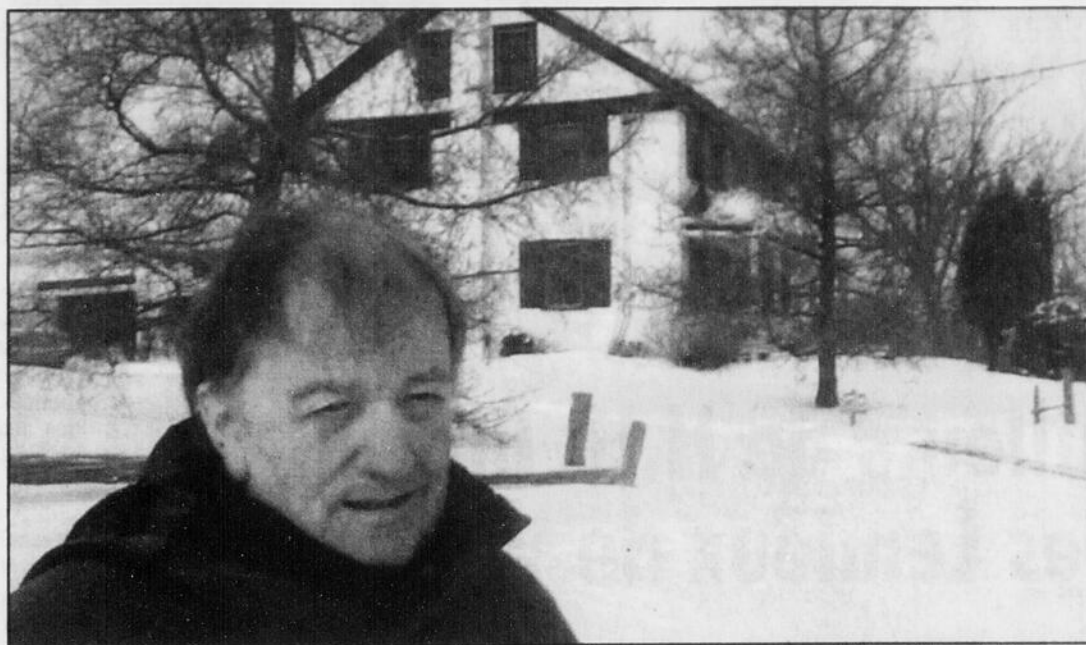
L'attrait de la campagne et des maisons ancestrales peut comporter son lot de surprises quand on achète à un prix plus haut que l'évaluation municipale: le compte de taxes va alors augmenter, suivant l'ajustement de l'évaluation selon le prix de vente.

C'est ce que réalise amèrement un citoyen de l'ancien territoire de la municipalité de Shipton annexée à Danville en 1999, J. Yvon Beaulieu, du secteur Denison Mills. Il se demande jusqu'où son évaluation va grimper.

«Il est vrai que j'ai payé un gros montant - 240 000 \$ - mais quand j'ai acheté, en 1994, l'évaluation était de 59 000 \$. Puis en 1997, l'évaluation est passée à 128 000 \$ et avec le nouveau rôle (triennal), il y a eu une autre augmentation à 145 000 \$... Est-ce que ça va encore augmenter avec le prochain rôle d'évaluation?», s'interroge M. Beaulieu, dont la résidence de stature historique (elle a été bâtie en 1831) niche sur un terrain d'environ 80 acres.

«Cette augmentation d'évaluation de plus de 300 pour cent a fait passer mes taxes municipales de 570 \$ à 1690 \$. Sans oublier les taxes scolaires... Et pourtant, à part peindre, j'ai fait aucune amélioration ou agrandissement», a-t-il rajouté.

Du côté de la Ville de Danville et du repré-



J. Yvon Beaulieu trouve que la municipalité de Danville y va fort avec l'augmentation de l'évaluation de sa propriété, qui a connu une progression d'environ 300 pour cent en peu de temps.

sentant de la firme d'évaluation, on assure que cette situation est normale; compte tenu de l'ajustement de l'évaluation par rapport au montant payé en 1994.

Claude Lavoie, de la firme Évimbec, qui a le

mandat de confectionner le rôle d'évaluation sur le territoire de la MRC d'Asbestos, a signalé que le montant de transaction d'une résidence est un critère important dans la méthodologie visant à appliquer une valeur à une propriété. Bien qu'il

ne soit pas le seul car d'autres entrent en ligne de compte. «La valeur du rôle doit refléter le prix du marché et comme M. Beaulieu a payé 240 000 \$, alors cela a eu un impact», a dit M. Lavoie, précisant qu'on tient aussi compte des autres transactions dans le secteur et qu'on y va selon des comparables.

Le directeur général de la municipalité, Michel Lecours, a noté pour sa part que cette situation n'est pas unique à M. Beaulieu et que plusieurs personnes ont aussi connu de fortes augmentations d'évaluation ces dernières années. «Si je compare avec le début des années 80, quand on parlait de fermer Johns-Manville à Asbestos, les maisons se vendaient pas cher. Mais il y a eu reprise du marché ces dernières années et cela a changé le portrait... Lors de la révision du rôle d'évaluation suivant le regroupement avec Shipton, la valeur globale a augmenté d'un coup de 12 millions \$», a livré M. Lecours.

Celui-ci a fait valoir que le propriétaire avait des recours pour contester son montant d'évaluation mais ne l'a pas fait à la fin de la période prévue, le printemps dernier.

«Ça m'aurait donné quoi, rétorque le principal intéressé... On sait bien que devant ce genre de tribunal, on peut pas l'emporter contre une batterie de spécialistes.»

«En tout cas, a aussi livré M. Beaulieu, je pense sérieusement à vendre. Ça m'enlève le goût de rester ici, surtout qu'à part les ordures ramassées seulement aux deux semaines et la police, c'est pas la mer à boire pour les services.»

Magog réclame un élu à la tête du CLD

Gilles Dallaire
MAGOG

Que le maire de Magog, M. Marc Poulin, lorgne la présidence du Centre local de développement de la municipalité régio-

nale de comté de Memphrémagog, c'est un secret de Polichinelle.

Il en a donné la preuve une première fois en posant sa candidature quand, en décembre dernier, le CLD a été appelé à combler le poste de président vacant depuis le retrait de M. Pierre Rive-

rin de la scène politique municipale deux mois auparavant. Il a alors été défait par M. Riverin, de retour au conseil d'administration à titre de délégué du milieu de la culture.

M. Poulin vient d'en donner une seconde preuve en demandant par le biais d'une résolution approuvée unani-

mement par le conseil municipal de Magog que les règlements généraux du CLD soient amendés de manière que le poste de président soit attribué d'office à un représentant du monde municipal.

Selon M. Poulin, les délégués des différents milieux représentés au CLD reconnaissent que le monde municipal

est le chef de file du développement local. De plus, ce sont les municipalités qui fournissent la majeure partie de ses ressources financières au CLD. Ce n'est donc que justice que son président soit choisi parmi les représentants du monde municipal, affirme-t-il.

★ solutions intégrées de données et Internet

TELUS s'est récemment classée au premier rang pour son réseau de base Internet au Canada*. Devant la marée de fournisseurs d'accès à Internet, c'est tout un exploit.

Nos experts vous diront que cela se traduit par des connexions plus rapides, moins de

congestion et plus de fiabilité. En clair, vous obtenez plus d'Internet. Votre entreprise travaille mieux, votre équipe fournit un meilleur service et les occasions d'affaires se multiplient.

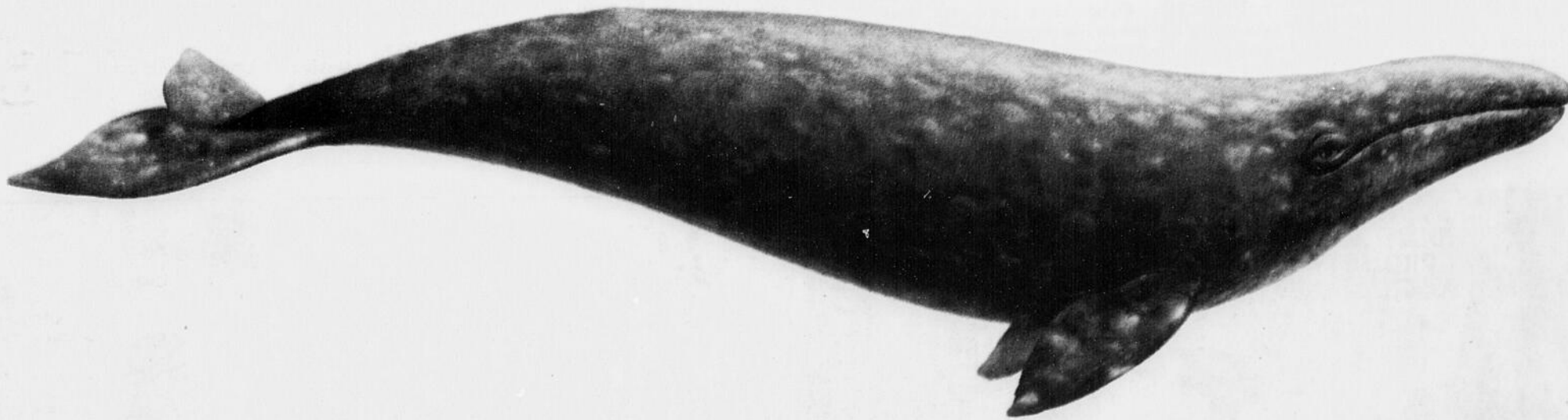
L'accès Internet haute vitesse n'est qu'une des facettes de vos affaires électroniques.

Nous vous offrons aussi une gamme complète de solutions PuissanceWeb** intégrées à votre réseau — de l'hébergement Web et de serveurs au soutien des applications — pour profiter du potentiel d'Internet comme jamais auparavant.

Fiez-vous à TELUS Québec pour propulser vos affaires à la PuissanceWeb**.

Visitez telusquebec.com/affaires ou appelez au 1 877 520-1212.

Qui vous fournit le réseau Internet numéro un au Canada ?



TELUS
Québec

le futur est simple™

PuissanceWeb™ est une marque de commerce exclusive à TELUS Corporation. * Selon NetConfigs Ltd, société indépendante spécialisée en analyse de réseau. Résultat 2001

La relance des Plastiques TPI intéresse des hommes d'affaires

Jean-François Gagnon
COATICOOK

Des hommes d'affaires estriens, oeuvrant dans le domaine du plastique, à l'extérieur de l'Estrie, seraient intéressés de relancer l'usine Les Plastiques TPI, de Coaticook, qui jouit présentement de la protection de la Loi sur les faillites.

Selon les renseignements offerts par le président du comité de relance des Plastiques TPI, Laval Chartré, ces deux hommes ne détiendraient toutefois pas les capitaux pour acheter l'usine, dont la production a cessé l'automne dernier.

«Mais ils pourraient possiblement l'obtenir de divers fonds, qui accepteraient de se lancer dans l'aventure, vu leur arrivée dans le dossier, révèle M. Chartré. Chose certaine, leur intérêt a été accueilli favorablement par des investisseurs potentiels...»

Entre autres, ce dernier confie que le Fonds d'investissement Desjardins se trouve actuellement sur les rangs, en ce qui concerne la relance de TPI, de même que le Fonds de solidarité des travailleurs.

Par ailleurs, M. Chartré mentionne que deux autres visites des installations de TPI, à

Coaticook, ont été effectuées, au cours des derniers jours. Cela porte donc le nombre de groupes à avoir visité les lieux à sept.

«Il faut se méfier, car des groupes, démontrant de l'intérêt, ont possiblement le goût de simplement mettre la main sur les équipements de Coaticook et non de procéder au redémarrage du plan. Notre objectif n'est certes pas d'aider des gens comme ça...», explique Laval Chartré.

De plus, le président du comité de relance souligne qu'une réponse est toujours attendue d'un groupe visiteur, qui est principalement implanté aux États-Unis.

Et M. Chartré ajoute que d'autres visites sont prévues, pendant les prochains jours, à l'usine coaticookoise, qui employait environ 175 travailleurs, au moment de l'arrêt de sa production, il y a quelques mois de cela.

Redémarrer la production

À l'heure actuelle, Laval Chartré et ses collaborateurs mettent tous leurs efforts dans le but qu'un redémarrage de la production de l'usine soit consenti par les institutions financières prêteuses, dans ce dossier.

En outre, Michel Trotter, conseiller en finances du groupe de relance, s'applique à convaincre la Caisse centrale Desjardins et la

Caisse populaire Desjardins des Plateaux d'autoriser le redémarrage de la production de l'entreprise.

«C'est évident qu'il est inquiétant qu'on ne puisse adéquatement répondre aux besoins des clients de Plastiques TPI. Nous avons recommencé les livraisons, mais nous manquerons bientôt de produits manufacturés à livrer. Tout ça alors que nous détenons les matières premières pour les fabriquer...»

Ainsi, à la lumière des informations, dévoilées par le président du comité de relance, on saura normalement, d'ici la fin de la semaine, si le redémarrage de la conception des produits sera entérinée.

«Le temps joue un peu contre nous, à l'heure qu'il est. Cependant, je suis confiant que l'on serait capable de recevoir un nouveau délai, avant l'officialisation de la faillite, vu les récents développements...», note M. Chartré.

Celui-ci rajoute que les travailleurs de TPI ont tout récemment fait connaître leur intérêt à fonder une coopérative de travailleurs, qui serait capable d'appuyer financièrement de quelconques investisseurs, désireux de s'approprier leur compagnie.

Enfin, une nouvelle rencontre au sommet des divers intervenants, impliqués dans ce dossier, se déroulera le 13 février.

Entre nous

Amiante

Boulianne se réjouit du projet de Prolab

THETFORD MINES (NF) - Le député Marc Boulianne n'a pas mis de temps à réagir positivement à l'annonce de la conclusion d'une entente de principe entre Prolab Technologies de Black Lake et SGF Chimie, filiale de la Société générale de financement du Québec.

«Un investissement de 36 millions \$, c'est majeur pour le développement économique de notre région et pour la création d'emplois», a souligné le député de Frontenac.

Pour ce dernier, la participation de Québec sera déterminante pour la réalisation de ce projet. Marc Boulianne a tenu à rappeler que la réalisation de la remise en service des voies ferrées du Québec Central était un prérequis à la construction du projet Prolab.

«J'ai mis beaucoup d'énergie pour la réalisation du projet Québec Central et j'investirai tout autant d'énergie sur le projet Prolab, deux projets structurants pour la population du comté de Frontenac et de la région de L'Amiante», a promis le député Boulianne.

Journée de réflexion

THETFORD MINES (NF) - L'organisme Héritage Centre-Ville de Thetford Mines tiendra une journée de réflexion et d'échanges qui portera sur la revitalisation du centre-ville de Thetford Mines le 13 mars prochain.

L'événement se tiendra en collaboration avec le CLD de la MRC de L'Amiante et la Ville de Thetford Mines. Cette rencontre s'inscrira dans le cadre des démarches menées depuis plusieurs années en faveur de la relance des activités commerciales, résidentielles et institutionnelles dans le secteur de la rue Notre-Dame Sud.

Héritage Centre-Ville entend profiter de cette occasion pour susciter de nouvelles initiatives de revitalisation et sensibiliser le milieu à l'importance du rôle des divers intervenants touchés par la relance du centre-ville.

Le président, François Gamache, estime qu'il est important que tous les intervenants aient une vision commune de l'avenir souhaité pour le centre-ville.

La Ville de Thetford Mines et le CLD de la MRC de L'Amiante y voient une occasion de discuter des différentes facettes de la revitalisation tout en suscitant une prise de conscience de l'importance et du rôle stratégique du centre-ville pour l'image et le développement économique de la région.

Cette journée de réflexion s'adressera aux commerçants, résidents et travailleurs du centre-ville de Thetford Mines ainsi qu'aux représentants des milieux politiques, sociaux et économiques intéressés par la revitalisation du centre-ville de Thetford Mines.

Val Saint-François

Le Jour de l'an chinois célébré

RICHMOND (GM) - La fondation du tao Vivant invite la population et les amoureux du tai Ji à venir célébrer le Jour de l'an Chinois, année du cheval d'eau, au centre d'Art de Richmond ce samedi 9 février, de 9 h 30 à 17 h.

Cette invitation s'adresse à tous ceux et celles qui veulent découvrir le Tai Ji et lors de cette journée, il y aura des activités pour les nouveaux et les anciens qui veulent rafraîchir leur Tai Ji des 5 éléments de Chungliang Al Huang. Pour participer à cette journée, on doit communiquer au 826-1142.

Memphrémagog

Le burin au travail en fin de semaine

CANTON D'ORFORD (GD) - Des skis, il s'en vole une cinquantaine de paires par année à la station de ski Mont-Orford.

«C'est moins que dans la plupart des autres stations de ski de la même importance mais c'est encore trop. Et d'autant plus que, pour un grand nombre des victimes, c'est une perte sèche: une compagnie d'assurance ne rembourse généralement que la partie de la perte qui dépasse 250 \$, une réclamation entraîne souvent une augmentation de la prime de la victime, ce qui fait qu'il y a rarement réclamation», a souligné le porte-parole de la Régie de police de Memphrémagog, le capitaine Yves Denis.

Selon lui, n'existe qu'un moyen efficace de diminuer le nombre des vols de skis dans une proportion significative et de retracer des skis volés et c'est le burinage du numéro du permis de conduire du skieur sur chacun de ses skis.

«Ça ne prend que quelques minutes et ça dissuade les voleurs», a-t-il ajouté en révélant que, samedi et dimanche, de 10 h à 16 h, des agents de la Régie de police de Memphrémagog et des étudiants en techniques policières du Collège de Sherbrooke seront à la station de ski où ils burineront les skis des skieurs qui en feront la demande.

Il a rappelé que le burinage des skis ne coûte rien et que le seul document dont un skieur a besoin pour profiter de ce service est son permis de conduire.

D'ex-travailleurs de H.H. Brown visitent Portes Lemieux de Windsor

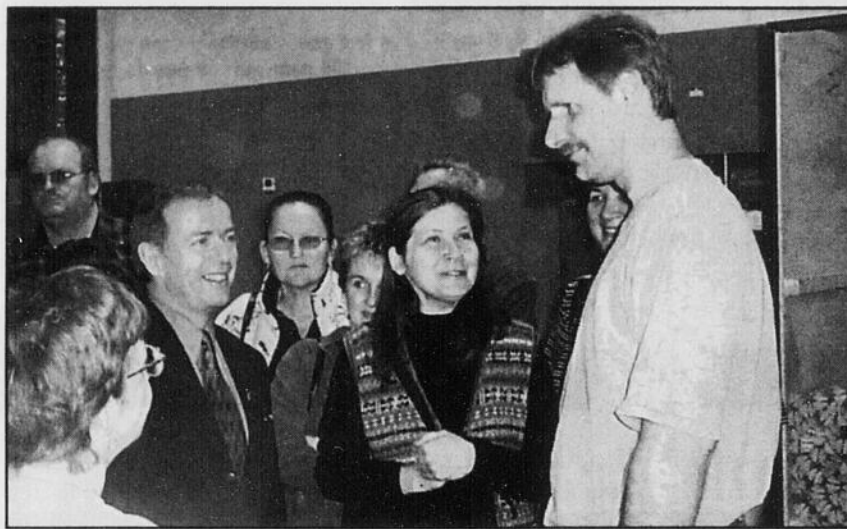
Sylvie Pion
sylvpion@netrevolution.com
WINDSOR

Mis en place pour favoriser la réintégration des ex-employés de H.H. Brown sur le marché du travail, les outils de l'opération mobilisation emploi commencent à porter leurs fruits. Des visites en entreprises permettent notamment aux candidats de se familiariser avec d'autres types d'industries et de déposer une demande d'emploi.

Hier, il s'agissait d'une troisième visite en entreprise réalisée par le Centre local d'emploi de Windsor. Une vingtaine d'anciens employés prenaient part à l'activité se déroulant chez le fabricant windsorois Portes Lemieux. Cette entreprise, dont le chiffre d'affaires atteignait 4 millions \$ il y a quatre ans et qui devrait s'élever à 32 millions \$ l'an prochain, s'oriente vers un recrutement de main-d'oeuvre au cours des prochains mois.

Elle fait partie des sept ou huit visites qui seront proposées aux ex-travailleurs de H.H. Brown. «Ces visites sont utiles, car plusieurs anciens employés ont occupé un seul emploi pour un employeur. C'est important pour eux de savoir comment cela se passe ailleurs et de nuancer ce qu'ils peuvent entendre. Cela enlève les préjugés. Nous avons fait la visite des Serres Savoura à Danville, le plus grand producteur en serres avec 250 employés. Ce sont des choses qu'on ne sait pas», explique Armand Comeau, pour le Centre local d'emploi.

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine de Richmond, une opération a été enclenchée pour permettre le retour à l'emploi des travailleurs touchés. Un comité de reclassement a été formé et chargé entre autres de rencontrer les employés et faire un bilan de leurs compétences. «Au fil des mois, il y a eu plusieurs programmes et dernièrement, l'annonce du projet majeur, comprenant l'octroi de subventions salariales aux employeurs qui veulent embaucher des gens de H.H. Brown. Nous prenons en note les besoins de



Jacques Coutu, de Portes Lemieux, explique le fonctionnement de l'usine aux participants, dont à Claude Boucher et à l'ex-employée de H.H. Brown, Nicole Goyette.

main-d'oeuvre des entreprises et les donnons au comité de reclassement. Celui-ci propose les emplois aux employés. Actuellement, entre 50 et 60 dossiers d'entreprises, qui ont besoin de main-d'oeuvre, ont été ouverts. Des entreprises nous contactent de Valcourt, Richmond, Asbestos, Drummondville et même de Sherbrooke. C'est important que l'arrimage se fasse bien entre tous les intervenants, car il ne s'agit pas juste de dénicher les emplois. Les emplois doivent être occupés et cela prend donc des gens qui déposent leur candidature», indique M. Comeau.

Depuis l'instauration de la mesure, une trentaine de travailleurs ont trouvé du travail avec ces subventions salariales accordées aux employeurs.

«Environ 80 emplois sont disponibles au sein d'entreprises. Il est important que les anciens travailleurs de H.H. Brown appliquent, car ce sont de bons employés. Dans toutes les entreprises où nous les avons placés, les gens sont très satisfaits. Ce sont des travailleurs qui ont déjà une culture d'entreprise», ajoute M. Comeau. Parrain de l'opération mobilisation avec le député de Richmond, Yvon Vallières, le député de Johnson, Clau-

Léo Blais blâme La Tribune

André Laroche
alaroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le commissaire d'école de La Patrie, Léo Blais, se dit toujours convaincu que ses collègues n'avaient pas l'intention de voter une motion de blâme à son endroit. C'est un article publié dans La Tribune qui les aurait fait changer d'avis.

Dans son édition du samedi 26 janvier, le commissaire Blais avait indiqué qu'aucun blâme ne serait porté contre lui après qu'un avocat, lors d'une soirée de formation sur le rôle du commissaire scolaire, lui aurait donné raison «sur toute la ligne».

Or, lors de l'assemblée publique du 29 janvier, le conseil scolaire de la Commission scolaire des Hauts-Cantons a adopté une motion de blâme à l'endroit du commissaire Blais pour avoir transgressé des articles du code d'éthique sur la discrétion, la collégialité, la loyauté et le rapport avec le pouvoir.

En outre, les autres commissaires ont tenu à se dissocier des propos de M. Blais à l'égard de la commission scolaire dans l'affaire de l'école Notre-Dame-de-la-Garde d'East Angus.

«Quand ils ont lu l'article, mes collègues ont décidé de changer leur résolution pour voter une motion de blâme à mon endroit. Ils ont fait preuve d'immaturation. Ils ont tenté de

me discréditer en alléguant que l'avocat n'a pas abordé mon cas personnel. Ils oublient la dernière partie de la réunion», a-t-il affirmé.

Selon Léo Blais, l'avocat aurait accepté d'écouter les démarches qu'il a entreprises pour se porter à la défense de parents d'East Angus et de Bury. «Je lui ai dit tout ce que j'ai vécu depuis un an. Je lui ai aussi dit que mes collègues, sauf deux ou trois, me reprochaient de faire de l'ingérence. Il a répondu qu'il était mon devoir de continuer d'agir selon mes convictions», a soutenu le commissaire.

«Il a ajouté que c'est au reste du conseil maintenant de trouver un point pour permettre de travailler dans la même voie», a-t-il ajouté.

Le journal à l'école



Les écoliers de l'école Brassard et du Collège Saint-Patrice de Magog parlent beaucoup de La Tribune en ce moment. C'est qu'ils ont étudié l'histoire, la fabrication et la circulation du quotidien dans le cadre d'un projet qui les amènera à fabriquer leur propre journal scolaire. Sur la photo, les deux initiatrices du projet, Anne Bélanger, enseignante de 4e année au Collège Saint-Patrice, et Louise Côté, enseignante de 2e année à l'école Brassard suscitent les questions des enfants lors de l'échange avec François Fouquet, directeur de la publicité à La Tribune (à gauche de la photo).

François Fouquet, directeur de la publicité à la Tribune, présente aux enfants une page du journal datant de 1918. L'échange aura permis aux écoliers de comprendre les origines de l'imprimerie, son évolution et les méthodes actuelles de fabrication du quotidien.

Économie

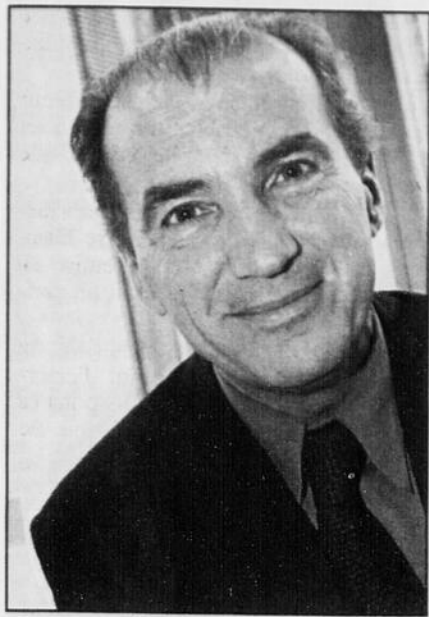
S&P/CNDX 1137,42
3,91

TORONTO 7497,06
26,41

DOW JONES 9653,39
32,04

DOLLAR 62,32
0,29

OR 297,50
0,70



André L'Espérance

André L'Espérance quitte Dettson

Un départ qui coïncide avec la fin du comité de transition de la Ville

Gilles Fisette
SHERBROOKE

Le comité de transition de la ville de Sherbrooke aura également été une transition dans la vie professionnelle d'André L'Espérance. Il y a quelques jours, il a quitté Dettson.

Avec la fin des travaux de ce comité dont il faisait partie en compagnie

de Serge Racine, de Me Bernadette Doyon, de Janyne Hodder, de Nicole Saint-Martin et d'Aldée Cabana, André L'Espérance a en effet choisi d'entamer une nouvelle étape dans sa vie professionnelle.

Au retour des Fêtes

Au retour des Fêtes, il a annoncé sa décision de quitter Dettson, la compagnie de fabrication de systèmes rési-

dentiels de chauffage, de ventilation et de climatisation qu'il a menée de main de maître depuis le début des années 1980.

André L'Espérance n'est plus chez Dettson, a-t-on confirmé à l'usine, hier. La direction des installations de Sherbrooke est maintenant confiée à André Deschamps, qui occupait déjà les fonctions de vice-président exécutif.

Depuis deux ans, Dettson n'appar-

tenait plus à André L'Espérance. Les intérêts de Dettson avaient été vendus à ICP Corporation de produits de confort internationale, laquelle est détenue par Carrier, un leader mondial dans le chauffage, la climatisation et la ventilation basé à Farmington, au Connecticut. Carrier emploie plus de 45 000 personnes dans des usines réparties dans 171 pays.

Hier, il n'a pas été possible de parler à André L'Espérance.

Le dossier du bois d'oeuvre dans l'impasse

Isabelle Rodrigue
OTTAWA

L'industrie canadienne du bois d'oeuvre et les représentants provinciaux devront prendre leur mal en patience dans le dossier du bois d'oeuvre, puisque les discussions qui devaient se tenir aujourd'hui et demain, à Ottawa, ont été annulées.

La contre-proposition américaine aux offres provinciales, qui devait faire l'objet de discussions, ne serait pas encore prête, ce qui aurait poussé les deux parties à remettre les rencontres à plus tard. Aucune autre rencontre n'est cependant prévue à l'agenda.

Le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, refuse de voir ce nouveau

décali comme étant la preuve du manque de volonté de l'administration américaine de régler le litige. Il y voit plutôt une démonstration des difficultés des Américains à atteindre un consensus.

«Il y a des divisions aux États-Unis», indique le ministre. Une partie de l'industrie américaine du bois, adepte de la ligne dure, refuserait de céder à quelque compromis que ce soit et retarderait l'avancement des négociations. «Il est très important que l'administration américaine repousse les voix les plus extrémistes chez les producteurs américains», poursuit M. Pettigrew.

La contre-proposition américaine devait d'abord être déposée à la mi-janvier avant d'être repoussée de semaine en semaine. Le ministre Pettigrew souligne néanmoins qu'il

garde confiance et qu'une entente demeure possible. Ses récentes discussions avec l'ambassadeur américain au Canada, Paul Cellucci, le représentant au Commerce, Robert Zoellick, le secrétaire au Commerce Don Evans et l'envoyé spécial de l'administration Bush, Marc Racicot, l'ont convaincu du bon vouloir des États-Unis.

Les pressions des provinces et les signes d'impatience récemment exprimés par le ministre Pettigrew ne semblent donc pas avoir eu d'influence sur l'attitude des Américains dans ce litige.

Le ministre Pettigrew, qui rencontrait son homologue américain, Don Evans, la fin de semaine dernière à New York, lui a rappelé qu'il s'attendait à recevoir rapidement une contre-proposition.

Mardi, le ministre des Forêts de la Colombie-Britannique, Mike de Jong, se faisait plus direct. «Les semaines ont passé sans que l'administration américaine ait la décence de nous présenter une contre-proposition», déclarait-il.

Scraire ne croit pas qu'une affaire Enron puisse survenir au Québec

Pierre April (PC)
QUÉBEC

Le président et directeur général de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Jean-Claude Scraire, affirme que les petits épargnants et investisseurs québécois peuvent faire confiance à ceux qui administrent leur bas de laine.

Son expérience lui fait dire qu'un scandale financier de l'ampleur de l'affaire Enron aux États-Unis risque peu de se produire ici.

Participant à l'ouverture du colloque de la Fondation de l'entrepreneurship, hier dans la capitale provinciale, M. Scraire a accepté de commenter l'affaire Enron, un scandale qui secoue présentement le milieu financier américain et la bourse de New York, et de rassurer les épargnants québécois.

Haute volage

«Il ne faut pas exagérer l'affaire Enron, il s'agit là d'un cas, a expliqué M. Scraire. Il n'y a surtout pas matière à s'inquiéter. Il s'agit d'un cas de haute volage transactionnelle et comptable, qui ne doit pas remettre en cause notre confiance dans le système ou envers les firmes comptables.»

Ceci dit, M. Scraire a cependant admis qu'il est impossible de tout prévoir. «On n'est jamais vraiment à l'abri de la malversation ou de la mauvaise administration, a-t-il dit, et il semble que dans l'affaire Enron, il y a des gens qui s'interrogent sur les comportements, les façons de rapporter et d'évaluer les risques financiers utilisés par l'entreprise et sur les agissements ou façons de faire de certaines firmes comptable.

«S'il y a malversation, a poursuivi

M. Scraire, il n'y a pas vraiment de système qui nous met complètement à l'abri de ça.»

Le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui administre les régimes de retraite des Québécois, estime que «nous pouvons dormir tranquille».

L'affaire Enron, une des 10 plus grandes entreprises américaines, fait les manchettes depuis un mois déjà aux États-Unis. Elle représente la faillite la plus spectaculaire et la plus importante

de toute l'histoire américaine.

Les témoignages entendus devant plusieurs comités du Congrès américain font état de faux rapports comptables, de fabrication de faux et malversations de toutes sortes impliquant des hauts dirigeants de l'entreprise. Par exemple, le New York Times révélait cette semaine que des partenaires d'Enron avaient investi moins de 6000 \$ US et que, deux mois plus tard, ils empochaient un million de dollars US.

Indice - Québec ® 6 février 2002 (16 H 00) <http://www.iq30-iq150.org>

	Fermeture	Variation journalière	Variation depuis le 1 ^{er} janvier	Rendement en dividende (annualisé)	Volume total
IQ-30	1030,78	5,90	-1,99%	1,77%	16 630 988
IQ-150	1032,13	3,92	-0,75%	1,52%	42 744 939

	A la hausse	A la baisse	Sans variation	Total
Nombre de titres dans IQ-30	18	12	0	30
Nombre de titres dans IQ-150	50	59	41	150

IQ-150 : Les plus fortes hausses

Société	Prix au 6 février 2002	Variation (\$)	Variation (%)	Volume
Molson Inc.	28,45	1,70	6,36%	481 181
Le Château Inc.	7,00	1,30	22,81%	1 300
Groupe Transcontinentale G.T.C. Ltée	28,00	1,20	4,48%	313 466
Saputo Inc.	28,05	0,95	3,51%	26 679
Alcan Aluminium Limitée	60,10	0,89	1,50%	854 319
Métro Inc.	44,40	0,80	1,83%	162 972
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	77,70	0,62	0,80%	350 430
Bombardier Inc.	15,21	0,56	3,82%	2 910 986
Theratechnologies Inc.	12,85	0,55	4,47%	142 648
Groupe Jean Coutu (PJC) Inc.	32,10	0,50	1,58%	42 931

IQ-150 : Les plus fortes baisses

Société	Prix au 6 février 2002	Variation (\$)	Variation (%)	Volume
BCE Emergis Inc.	28,85	-1,50	-4,94%	368 402
Corporation Financière Power	36,40	-0,90	-2,41%	142 681
Power Corporation du Canada	37,10	-0,85	-2,24%	407 392
Industrielle Alliance compagnie d'assurance sur la vie	45,50	-0,77	-1,66%	230 906
Cogeco Câbles Inc.	20,80	-0,70	-3,26%	56 110
La Senza Ltée	9,00	-0,70	-7,22%	3 399
Sico Inc.	15,90	-0,60	-3,64%	600
Groupe ADF Inc.	13,25	-0,45	-3,28%	1 850
Banque de Montréal	34,85	-0,44	-1,25%	1 315 990
Groupe TVA Inc.	10,90	-0,35	-3,11%	13 760

IQ-150 : Les 10 titres les plus actifs

Société	Prix au 6 février 2002	Volume
Bell Canada International Inc.	145	20 124 425
Bombardier Inc.	15,21	2 910 986
BCE Inc.	33,85	2 223 306
Banque Royale du Canada	47,52	1 993 528
Abitibi-Consolidated Inc.	12,59	1 473 409
Banque de Montréal	34,85	1 315 990
Alcan Aluminium Limitée	60,10	854 319
Cambior Inc.	1,27	748 375
Cascades Inc.	12,25	540 218
Groupe CGI Inc.	10,13	538 661



NDLR - Le Centre d'analyse et de suivi de l'Indice Québec compile quotidiennement les résultats des entreprises québécoises cotées en bourse. Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke.

Le lion s'en allant en Bourse

Le lion eut en tête de s'offrir un placement différent, sans tout risquer. Prudent et sage, il choisit le REER à rendement boursier Placements Québec. Du potentiel de croissance de 30 importantes entreprises œuvrant au Québec, il tirera avantage. Par le gouvernement du Québec, son capital investi sera pleinement garanti et couronné d'un généreux boni!

Placements Québec

1 800 463-5229
Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

Boni REER +1% à rendement BOURSIER PLACEMENTS QUÉBEC



www.placementsqc.gouv.qc.ca

Achat minimum de 100 \$.
Les obligations boursières peuvent être placées dans un compte hors REER.

*Boni applicable sur les nouveaux fonds REER.

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Bourse de Toronto

Table of stock market data for Toronto, organized by sector (A et B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z) and including columns for Titré, Vente, Haut, Bas, Ferm., and Chg.

LE MEILLEUR TITRE MAXICLUZ Complexe Médico Sportif Un investissement pour votre mieux-être (819) 569-1625

Les hausses de tarifs d'Hydro-Québec font saliver Gaz Métropolitain

M. Tessier a affirmé que les tarifs résidentiels d'Hydro-Québec ne reflétaient pas non plus la valeur marchande de l'électricité. Or, la société d'Etat a également annoncé récemment qu'elle souhaitait procéder à une hausse de ses tarifs. «Le marché résidentiel va s'ouvrir au gaz, comme il l'est partout ailleurs dans le monde», a déclaré M. Tessier.

Les revenus de Gaz Métro ont augmenté de 26,6 pour cent en 2001, passant de 1,6 milliard \$ à 2,1 milliards \$, en raison notamment de la hausse du prix du gaz naturel.

Bombardier paie 250 000 \$ pour l'absence de garde-fou

L'ingénieur aéronautique Bombardier a écopé une amende de 250 000 \$ pour une infraction à la loi sur la santé et la sécurité au travail liée à la mort d'un employé.

Toronto

TORONTO (PC) — Les cours étaient en baisse hier, à la Bourse de Toronto. L'indice TSE 300 a glissé de 24,61 points à 7497,06 pour un volume de 247,5 millions d'actions transigées. À Montréal, l'indice Nasdaq Canada a fermé à 327,28 et en baisse de 6,10 points, dans un volume de 46,9 millions d'actions échangées.

New York

NEW YORK (AP) — Hier à la bourse de New York, le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a reculé de 32,04 point à 9653,39. L'indice Standard&Poors 500 a chuté de 6,51 points à 1083,51; le composite Nasdaq est tombé de 25,81 points à 1812,71. Le volume des transactions au NYSE était de 1,66 milliard d'actions. Des titres transigés, 1145 montaient,

1935 baissaient.

CDNX

VANCOUVER (PC) — Hier à la Bourse de l'Ouest, l'indice S&P CDNX a clôturé à 1137,42 points, en baisse de 3,91 dans un volume de 45,1 millions d'actions échangées.

Parmi les titres transigés, 218 ont avancé, 247 ont reculé et 552 sont restés inchangés.

Dollar

TORONTO (PC) — Le dollar canadien a clôturé à 62,32 cents US hier, en baisse de 0,29 cent. Le dollar américain a fermé à 1,6047 \$ CAN, en hausse de 0,74 cent.

La livre sterling valait 2,2668 \$ CAN, en hausse de 0,58 cent, et 1,4126 \$ US, en baisse de 0,29 cent; ces cours proviennent de BMO Nesbitt Burns.

Pétroles

NEW YORK (AP) — Hier sur le marché des pétroles, le baril de brut léger saoudien s'offrait à 18,59 \$ US, en hausse de 0,32 \$; le Brent de la mer du Nord était à 19,70 \$ US, en baisse de 0,20 \$; le West Texas Intermed était à 19,78 \$ US, en baisse de 0,30 \$.

Bénéfices

La Presse Canadienne Bénéfices nets de société déclarés hier:

SureFire Commerce: trimestre échu le 31 décembre, 2001, 534 000 \$, 0,01 \$ l'action; 2000, perte nette 8 813 000 \$, 0,08 \$ l'action. Revenus: 2001, 19 563 000 \$; 2000, 22 338 000 \$.

Inmet Mining: année bouclée le 31 décembre, 2001, 18 882 000 \$, 0,44 \$ l'action; 2000, 8 437 000 \$, 0,14 \$ l'action.

Revenus: 2001, 16 271 000 \$; 2000, 25 198 000 \$.

Canada Vie: année bouclée le 31 décembre, 2000, 338 000 000 \$, 2,13 \$ l'action; 2000, 252 000 000 \$, 2,22 \$ l'action. Revenus: 2001, 8 064 000 000 \$; 2000, 7 461 000 000 \$.

Obligations

TORONTO (PC) — Les cours étaient en baisse dans une séance modérée hier, sur le marché canadien des obligations.

Les obligations à terme de deux ans étaient inchangées à 103,22 \$; celles à terme de 10 ans cédaient 0,15 \$ à 104,88 \$; celles à long terme reculaient de 0,30 \$ à 101,70 \$.

Le rendement des obligations canadiennes à 5,75 pour cent échéant en 2029 se situait à 5,63 pour cent. L'argent au jour le jour était disponible à 2,00 pour cent.

Devises

Toronto (PC) — Voici les taux des devises étrangères.

Note: Les 11 pays ayant adopté l'euro ne sont plus dans la liste. La devise européenne a maintenant cours dans ces pays: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas et Portugal.

Chine (renminbi)	0.2005
Colombie (peso)	0.000732
Corée (won)	0.001252
États-Unis (dollar)	1.6047
Europe (euro)	1.3932
Hong Kong (dollar)	0.2120
Japon (yen)	0.012004
Mexique (peso)	0.1876
Royaume-Uni (livre)	2.2668
Russie (rouble)	0.0537
Singapour (dollar)	0.8968
Suède (couronne)	0.1560
Suisse (franc)	0.9720
Taiwan (dollar)	0.0472
Venezuela (bolivar)	0.00215

Boom dans la construction en 2001

Le valeur des permis de bâtir a grimpé de 23 pour cent au Québec



OTTAWA
Durant l'année 2001, la valeur des permis de bâtir a atteint 39,9 milliards \$, en hausse de 8,1 pour cent sur 2000 et bien près du sommet de 1999, indiquait hier Statistique Canada.

Le secteur résidentiel lui, a amélioré son record en gagnant 8,9 pour cent sur un an pour atteindre 22,2 milliards \$ (donnée provisoire), cela après d'«excellents résultats» observés en 1999 et 2000.

Au fil de 2001, la courbe haussière dans la construction de maisons résultait à la fois des faibles taux hypothécaires, de taux d'occupation très bas et de la forte demande sur le marché de la revente.

L'unifamilial — principal élément dans le résidentiel, qui pèse plus de 70 pour cent du total — a tiré le secteur vers le haut. Ainsi ce segment a crû de 8,2 pour cent à 16,0 milliards \$; celui du multifamilial a bondi de 10,8 pour cent à 6,2 milliards \$.

Non résidentiel
Dans le secteur non résidentiel, après quatre années de forts résultats, les projets autorisés par les municipalités ont conservé cet élan en 2001, progressant de 7,1 pour cent à 17,8 milliards \$ (donnée provisoire), soit un sommet depuis 1989.

Les faibles taux d'occupation dans les immeubles à bureaux et commerciaux et une «pénurie d'espaces industriels» en 2000 expliquent notamment cette poussée du secteur non résidentiel en 2001, avec les faibles

taux d'intérêt, «l'ampleur des bénéfices» des compagnies en 2000 et de nouveaux projets dans les administrations publiques.

Par ailleurs, en écart mensuel, surtout à cause du segment industriel, décembre a subi un recul global de 9,7 pour cent par rapport à novembre, pour s'établir à 3,1 milliards \$.

Le secteur résidentiel a vu un fléchissement de 5,2 pour cent versus novembre, à 1,9 milliard \$, après des gains quatre mois de suite. Malgré cela, la valeur des permis résidentiels de décembre dépassait de 1,9 pour cent le montant mensuel moyen en 2001.

Au Québec, en 2001, tous les permis valaient 7,73 milliards \$, en hausse de 23,3 pour cent sur l'année d'avant; en décembre, la valeur de 689 millions \$ implique un gain de 0,6 pour cent sur novembre.

En Ontario, les permis totalisaient 17,8 milliards \$, en avance de 1,7 pour cent comparé à 2000; en décembre, les permis valant 1,31 milliard \$ dégringolaient de 15,3 pour cent en un mois. Au Nouveau-Brunswick, la valeur de 540,8 millions \$ en 2001 constitue un gain de 11,6 pour cent versus 2000, celle de 42,1 millions \$ en décembre représente une hausse de 7,7 pour cent en écart mensuel.

En ventilation régionale, note l'agence fédérale, la valeur annuelle a grimpé dans 19 des 26 régions urbaines compilées. Une forte croissance a été observée à Montréal, avec un total de 4,4 milliards \$ soit 35,8 pour cent de mieux qu'en 2000; à Québec, le montant de 739,6 millions \$ tient à une hausse de 36,7 pour cent; à Toronto, les 8,35 milliards \$ octroyés constituent une baisse de 2,3 pour cent.

POUR JOINDRE LES 2 BOUTS
Solutions Budget Plus

Agences de recouvrement: pour mettre fin au harcèlement

Vous êtes confortablement installé un dimanche matin à prendre un bon café lorsque sonne le téléphone. À l'autre bout du fil quel qu'un vous lance : «C'est la dernière fois que je te préviens. Si tu ne paies pas la somme que tu nous dois au plus tard demain matin, je vais prévenir tous tes locataires et leur dire quel mauvais payeur tu es!». Déjà étouffé par le sentiment de honte qui vous anime devant votre incapacité de payer une dette, vous êtes complètement paniqué à l'idée que vos locataires ait une mauvaise image de vous.

Refusez. Sous aucune considération, vous ne devez accepter de payer une somme supérieure à celle que vous devez. L'agent n'a pas le droit de vous réclamer un supplément comme des frais de recouvrement ou encore un pourcentage parce qu'il vous a accordé un délai pour payer.

L'épicière du coin affiche une liste noire contenant votre nom:

L'épicière n'est pas un agent de recouvrement. Mais comme toute personne tentant de recouvrer une somme d'argent pour elle-même ou pour autrui (c'est le cas, par exemple, du gérant d'immeuble chargé de percevoir des comptes pour les grands magasins), la loi impose certaines restrictions. Ces restrictions sont aussi valables évidemment pour les agents de recouvrement. Afficher en public une liste noire des mauvais payeurs équivaut à donner un renseignement pouvant causer un tort, à vous-même ou à votre famille. C'est formellement interdit par la loi.

Si vous estimez avoir été lésé dans vos droits ou si vous avez des doutes quant à la légalité de certaines pratiques, n'hésitez pas à communiquer avec l'Office de la protection des consommateurs. La Commission d'accès à l'information peut recevoir les plaintes relatives à l'usage ou la divulgation non autorisée de tout renseignement personnel. Vous pouvez avoir accès en tout temps à votre dossier de crédit et vous pouvez exiger les correctifs nécessaires. Vous pouvez également demander une fois par mois votre état de compte auprès de vos créanciers. Ces derniers devront vous le fournir, sans frais, dans les dix jours suivants la demande. (Source : Office de la protection du consommateur)

Un moyen de s'en sortir, la consultation budgétaire.

Vous êtes endetté et vous ne savez pas très bien comment vous allez vous en sortir ? Vous n'êtes pas la seule personne dans cette situation. Beaucoup de gens connaissent, en effet, des problèmes d'endettement. Chez Solutions Budget Plus, nous offrons un service de consultation budgétaire afin de trouver des solutions concrètes à vos problèmes d'endettement, tout en tenant compte de votre réalité. En calculant votre capacité réelle de remboursement, des ententes réalistes pourront être prises avec vos créanciers tout en maintenant vos besoins essentiels. Vous pouvez prendre rendez-vous en composant le 563-0535. Nous offrons également des cours sur le budget personnel et sur l'achat d'une maison. Réservez dès maintenant, le nombre de places est limité.

Un agent de recouvrement communique la première fois avec vous par téléphone.

C'est illégal. Avant de communiquer avec vous, l'agent de recouvrement doit d'abord vous faire parvenir un avis de réclamation écrit. La loi vous permet aussi qu'un agent ne communique avec vous que par écrit, après l'avis de réclamation. Nous avons un modèle de lettre que vous pouvez vous procurer à nos bureaux. Cet avis est valable pour une durée de trois mois. Si vous acceptez que l'agent communique avec vous par téléphone, sachez qu'il doit s'identifier à chaque fois.

Un agent communique avec vous à des heures indues ? Sachez qu'il est permis à l'agent d'entrer en communication avec vous entre 8 et 20 heures. S'il le fait à d'autres heures, c'est une infraction. Il est interdit également, de vous déranger les jours fériés, dont le dimanche. Toutefois, le samedi n'est pas considéré comme un jour férié.

L'agent informe votre employeur de votre situation financière:

Il s'agit là encore d'une pratique illégale. Il est, en effet, interdit à l'agent de recouvrement de communiquer avec toute autre personne que vous-même, que ce soit votre employeur, vos voisins ou même un membre de votre famille. Il existe toutefois deux exceptions : si c'est pour connaître votre adresse ou si l'une de ces personnes s'est portée garante de votre dette. L'agent ne peut donc, sans commettre une infraction à la loi, vous menacer de révéler votre dette à d'autres personnes.

Lorsqu'il vous est enfin possible de rembourser l'argent dû, l'agent de recouvrement vous réclame un supplément:

Annie Bolduc

L'indice de l'offre d'emploi cesse son plongeon

OTTAWA (PC) — L'indice de l'offre d'emploi est demeuré presque inchangé en janvier après plus d'une année de diminution presque constante.

Selon Statistique Canada, l'indice a atteint 125 en janvier, soit une diminution de 0,8 pour cent par rapport à décembre 2001.

L'étalon de référence, associé à l'année 1996, est 100.

Comparativement à janvier 2001, l'indice de l'offre d'emploi de janvier 2002 a chuté de 27,3 pour cent.

À l'échelle provinciale, le plus fort fléchissement de l'indice, de 5,7 pour cent, a été observé à l'Île-du-Prince-Édouard. Au Québec, la baisse a été de 2,5 pour cent de décembre à janvier.

L'indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Il est considéré comme un indicateur de la demande de travail mesurant les intentions des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs.

L'Industrielle Alliance devient courtier en valeurs mobilières

QUÉBEC (PC) — La compagnie d'assurances L'Industrielle-Alliance achète Valeurs mobilières ISL-Lafferty Inc. et certains éléments d'actif de BNP (Canada) Valeurs mobilières, faisant ainsi son entrée dans le monde du courtage des valeurs mobilières.

Ces deux acquisitions permettront à

L'Industrielle Alliance de gérer, dès le départ, un actif de quelque 180 millions \$, pour le compte de près de 1500 clients.

L'achat de sociétés de courtage en valeurs mobilières s'inscrit à l'intérieur d'une stratégie de croissance.

Avec ces acquisitions, L'Industrielle Alliance possède maintenant des filiales dans les secteurs de l'assurance de personnes, des fonds communs de placement, de la fiducie, du courtage de valeurs mobilières et de l'assurance générale.

La clôture de ces deux transactions, dont la valeur n'a pas été dévoilée, est prévue pour la fin du mois de février.

La productivité augmente aux USA

WASHINGTON (AP) — Aux États-Unis, la productivité a connu la plus forte hausse au quatrième trimestre en l'espace d'un an en raison des coupures de postes et des heures travaillées pour s'ajuster à la faiblesse de l'économie.

La productivité, qui mesure la production par heure de travail, a augmenté à un taux annuel de 3,5 pour cent entre octobre et décembre, en forte hausse comparativement au 1,1 pour cent pour le trimestre précédent.

Les hommes d'affaires ont répondu à la faiblesse des ventes en coupant fortement les emplois. Ceci a amené une baisse plus rapide du nombre d'heures travaillées que de la production, ce qui a créé cette augmentation de la productivité.

Pour l'ensemble de 2001, la productivité a augmenté de 1,8 pour cent, la plus petite hausse depuis 1995. Il s'agit

d'un ralentissement marqué comparativement à 2000 alors que le taux avait atteint 3,3 pour cent.

AT&T Canada perd 733 millions \$

TORONTO (PC) — Criblée de dettes, la compagnie AT&T Canada a affiché une perte de 733 millions \$, l'an dernier. Son action a perdu 7,45 \$ en 2001.

L'année précédente, la perte avait été de 523 millions \$, ou 5,48 \$ l'action.

En 2000 toujours, AT&T avait dû déboursier 319 millions \$ pour acquitter les intérêts de sa dette, une somme qui a grimpé à 401 millions \$ en 2001.

Durant cette période, les revenus sont passés de 1,5 milliard \$ à 1,54 milliard \$.

Pour ce qui est du quatrième trimestre, l'entreprise spécialisée dans les appels téléphoniques interurbains a perdu 164,6 millions \$, ou 1,67 \$ l'action, comparativement à 175,6 millions \$, ou 1,84 \$ l'action, pour le trimestre correspondant de l'année précédente.

Avec vos dons,

la **FONDATION**
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

a permis au CHUS l'acquisition d'un nouvel équipement:

ACHAT DE DEUX ÉLECTROCARDIOGRAPHES EN CARDIOLOGIE

L'électrocardiogramme est un appareil servant à l'enregistrement du rythme cardiaque et de sa fréquence, sur une période de 15 secondes. L'examen qui en résulte permet d'identifier si le bénéficiaire a déjà eu un problème cardiaque. Sur la photo, Lyne Lavallée, technicienne en électrocardiologie médicale, procède à une évaluation sur un jeune patient.

d'autres équipements financés
AVEC VOS DONNS
AU COÛT DE 46 763 \$

Tél.: (819) 820-6450
Ligne sans frais: 1-866-820-6450
Internet: www.fondationchus.org



Denis MESSIER en liberté

dmessier@latribune.qc.ca
(819) 564-5456 poste 207
Télécopieur 564-8098

Café-potins

PIERRE TARDIF, du Groupe Conseil Tardif, de la rue King Ouest à Sherbrooke, aimerait bien que les journées durent plus de 24 heures ces temps-ci. L'organisateur de l'activité «Déjeuner en coeur», au profit de la Fondation carbure au rythme du 26 sur 24. Il prend à coeur son implication bénévole et a de grosses bottines à chauffer puisque **SERGE FOURNIER** s'occupait de l'événement par les années passées...

-0-

Plusieurs personnalités du milieu sherbrookoise ont promis d'aller faire

leur tour le jeudi 14 février chez Charlie, coin King et Chartier. À commencer par le président d'honneur de la campagne de financement 2002 de la Fondation, **JULIEN LACHANCE**. Le consultant en gestion et nouveau conseiller municipal à la Ville de Sherbrooke a bien hâte d'aller saluer les promoteurs et bénévoles au grand coeur dont **CARMEN TREMBLAY**, coordonnatrice régionale de la Fondation...

-0-

JOCELYN GAGNÉ sera l'hôte du «Déjeuner en coeur» pour la deuxième année consécutive. Le patron de chez Charlie n'en serait tout simplement pas encore revenu du succès remporté en février dernier. De retour de vacances depuis peu, **JOCELYN** rassure les amis du coeur que l'équipe nécessaire sera en place. «Service rapide garanti» serait sur toutes les lèvres pour aider la Fon-

Les Zol en bonne compagnie!



Le paternel Jimmy Zol et son fils Franco, policier à la SPVS, étaient fiers l'autre jour de croiser, en compagnie de Me Jacques Lemay, beau-père de Franco, le champion mondial Eric Lucas, de la WBC. Le trio avait aussi une autre bonne raison d'afficher le sourire. En effet, Franco est le papa d'une fille qui va hériter du joli prénom d'Amélie, un cadeau de sa conjointe Marie-Claude Lemay, elle aussi membre de la SPVS.

CARNET COMMUNAUTAIRE

Voire message doit donner simplement le nom de l'organisme, l'activité, le date, l'heure, l'endroit et les raisons avec une référence téléphonique pour les lecteurs.
Achetez par e-mail à: redaction@latribune.qc.ca ou par télécopie au 564-8098

«Vivre ou survivre?»

L'organisme Amour et Paix présente la conférence «Vivre ou survivre?» avec la conférencière et auteure Denise Gouette, ce soir à 19 h 30, à la salle 3 de la bibliothèque municipale Éva Sénécal, 420 rue Marquette, à Sherbrooke. Entrée libre.

Splendeurs de la Chine et du Vietnam

Michel Duval, un passionné de voyages, chroniqueur, guide et enseignant en tourisme, présentera la conférence-diaporama «Splendeurs de la Chine et du Vietnam à vélo», un récit de ses aventures, ce soir à 19 h, à la bibliothèque Haskell de Stanstead. Infos, 876-2471. Entrée libre et ouverte à tous.

Emploi d'été en animation

Les étudiants du collégial ou de l'université qui songent déjà à leur emploi estival doivent savoir que le Centre communautaire de loisir Sherbrooke amorce son recrutement de personnel d'animation pour l'été 2002. S'ils ont de l'expérience en animation ou s'ils étudient dans les domaines d'intervention auprès d'enfants, ils sont invités à remplir une demande d'emploi et apporter leur curriculum vitae au 1010 rue Fairmount (coin Galt et Fairmount) dans l'Ouest de la ville. Le personnel recherché travaillera auprès d'enfants de 5-11 ans pour les terrains de jeux, dans des ateliers culturels spécialisés et auprès d'adolescents 12-15 ans. Infos, 821-5601.

Des livres s'ajoutent au lot

À Saint-Philippe de Windsor, pour les ventes du jeudi, à savoir le premier et le troisième de chaque mois, s'ajouteront des caisses de livres en français et en anglais qu'a données la Bibliothèque municipale de Windsor. On sait que l'organisme à but non lucratif vend divers objets mais également beaucoup de vêtements. Aujourd'hui, il y aura donc cet ajout, de 13 h à 16 h, de 18 h à 20 h, toujours au même endroit.

Ateliers d'écriture gratuits

Le Cep (centre d'éducation populaire) de l'Estrie annonce un projet de journal intercommunautaire. Il invite les gens à apprendre à rédiger des articles destinés aux journaux. Il y aura aussi des ateliers offerts aux personnes éprouvant des difficultés en écriture. Pour s'informer davantage, 562-1466.

Un souper dans le noir!

L'Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie ainsi que le Club Oasis des aveugles de Sherbrooke invitent la population à un souper dans le noir, demain 8 février, à 18 h, au sous-sol de la brasserie Le Dauphin, 835 rue du Conseil, à Sherbrooke. Il faut réserver, 566-4848. L'activité s'inscrit dans la Semaine de la Canne Blanche, du 3 au 9 février.

Un «Rendez-vous magique»

CHARMES informe que le prochain «Rendez-vous magique» aura lieu demain, à 19 h, à la Maison de l'eau du parc Blanchard.

Pour les futures mamans

Les futures mamans qui aimeraient être mieux outillées et préparées pour leur accouchement sont invitées par Naissance Renaissance Estrie à l'atelier Bonapace. Durant deux rencontres, elles découvriront une méthode pour diminuer les douleurs et comment offrir une grande place au conjoint. Infos ou inscription, 569-3119.

Pour la paix

La Fondation l'Art de Vivre invite les gens à participer à une soirée de «chants et méditation pour la paix», demain de 19 h à 20 h, à l'école Ste-Famille, 233 de la 8e Avenue Nord, à Sherbrooke. Les intéressés pourront, de 20 h à 21 h, voir une cassette vidéo des enseignements du Maître spirituel Sri Sri Ravi Shankar. Entrée libre.

SCOOP

Après les clubs de Berthier, le Blainvillier et Joliette, pour ne nommer que ceux-là, j'apprenais hier que le club de golf de Victoriaville, hôte à une dizaine de reprises de l'Omnium du Québec dans le passé, allait recevoir au mois de septembre prochain, soit du 18 au 22 septembre, l'élite du golf professionnel du Québec avec la présentation du Championnat Greg Norman, un tournoi de 54 trous, conduisant au couronnement du golfeur professionnel numéro 1 au Québec.

Victoriaville hôte du Championnat des pros!

Au bureau de la PGA du Québec, on s'est refusé à tout commentaire en rapport avec la tenue du tournoi à Victoriaville.

La signature de l'entente entre la PGA du Québec - lire Jean Trudeau - et le club de golf de Victoriaville reste peut-être à venir, c'est vrai, mais l'entente de principe serait acquise entre les deux groupes.

Les amateurs de golf de l'Estrie et les Bois-Francs auront donc le privilège de voir Rémi Bouchard défendre son titre et la bourse de 10 000 \$, acquis l'an passé à Joliette, face aux Beauchemin, Mercier, Talbot, Lamarre, Girouard et compagnie.

Avec l'octroi par la PGA du Québec du championnat des pros du Québec, le duo Guy Aubert-Paulo Roberge du club Victoriaville passe de la parole aux actes. On se souvient que ce duo avait en tête l'automne dernier de tenir sur son parcours un tournoi de prestige.

Don de l'AMPMQ



L'Association des Membres de la Police Montée du Québec (AMPMQ) a fait un don de 1000 \$ à la Maison des Jeunes de Rock Forest. L'organisme est composé de membres actifs et retraités de la GRC du Canada, au Québec. La Fondation de l'AMPMQ donne plus de 20 000 \$ annuellement à différents organismes de la province. L'argent est toujours remis à des organismes visant à améliorer le sort de la jeunesse. Sur la photo (à gauche), on voit le caporal Jimmy Moffatt, de la GRC de Sherbrooke et (à droite) le sergent d'état major Gaétan Delisle, président de l'AMPMQ, qui remettent le chèque à M. Robert Bouthillier, directeur de la Maison des Jeunes de Rock Forest.

Hommage à Antoine Sirois



L'Association des auteurs des Cantons de l'Est a profité de la soirée du 25e anniversaire d'existence pour rendre un hommage à Antoine Sirois, ami des arts et de la culture en Estrie et récipiendaire du Prix La Tribune 2001 de la Société d'histoire de Sherbrooke. L'homme de lettres pose ici en compagnie de Clotilde Painchaud, la mémoire du milieu littéraire à Sherbrooke.

Gala méritas



La Maison Jeunes-Est tenait dernièrement un gala méritas, pour souligner de façon officielle les efforts soutenus des ados qui la fréquentent régulièrement. À cette occasion, les enseignants et enseignantes à la retraite, par la voix de la Fondation Laure-Gaudreault, ont tenu à récompenser trois jeunes qui se sont démarqués durant l'année 2001, en leur remettant une somme de 135 \$ tirée des revenus du tournoi de golf annuel de la CSQ. Ainsi, la DG de la Maison Jeunes-Est, Chantal Charron, félicite la Pascale Tessier, élue Jeune de l'année, ainsi que Francis Desloges et Cindy Glaude, à qui nous disons bravo!

En collaboration avec La Tribune, Sherbrooke 2002 a le plaisir de vous présenter l'horaire des activités du bicentenaire de Sherbrooke. Pour plus de détails, consultez notre site officiel à www.sherbrooke2002.com.

Programmation - 9 au 15 février

<p>La fête en nord... un rendez-vous coup de coeur!</p> <p>Venez profiter des joies de l'hiver en famille! De plus, M. et M^{me} Howard vous renseigneront sur l'histoire de leur famille!</p> <p>Org. : Loisirs Sherbrooke Nord inc. Date : 10 février Lieu : Domaine Howard Rens. : (819) 821-5780</p>	<p>Gala «Reconnaissance Estrie» 2002</p> <p>Sous le thème «Bâtisseurs d'aujourd'hui, dignes héritiers de notre histoire», une soirée rendant hommage aux gens, entreprises et organismes de la région.</p> <p>Org. : Chambre de commerce de la région sherbrookoise Date : 15 février Lieu : U. de Sherbrooke - Centre culturel Rens. : (819) 822-6151</p>
<p>Exposition</p> <p>Fragments d'architecture</p> <p>Les passionnés d'architecture seront heureux de visiter l'exposition de photographies de M^{me} Suzanne Clerson, accompagnées des textes de la SHS!</p> <p>Org. : La Société d'histoire de Sherbrooke Dates : 5 février au 1^{er} mars Lieu : Centre d'interprétation de l'histoire de Sherbrooke Rens. : (819) 821-5406</p>	<p>Programme officiel gratuit</p> <p>Procurez-vous votre programme officiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réseau des caisses populaires Desjardins du Sherbrooke métropolitain; Bureau d'information touristique; Bureaux de Sherbrooke 2002 au domaine Howard, pavillon 1, Sherbrooke; Bureaux des arrondissements.

Tout ça parce que je t'aime!

La liste d'attente s'est allongée

Plus de 75 familles réclament le soutien de la Ligue de protection de l'enfance de l'Estrie

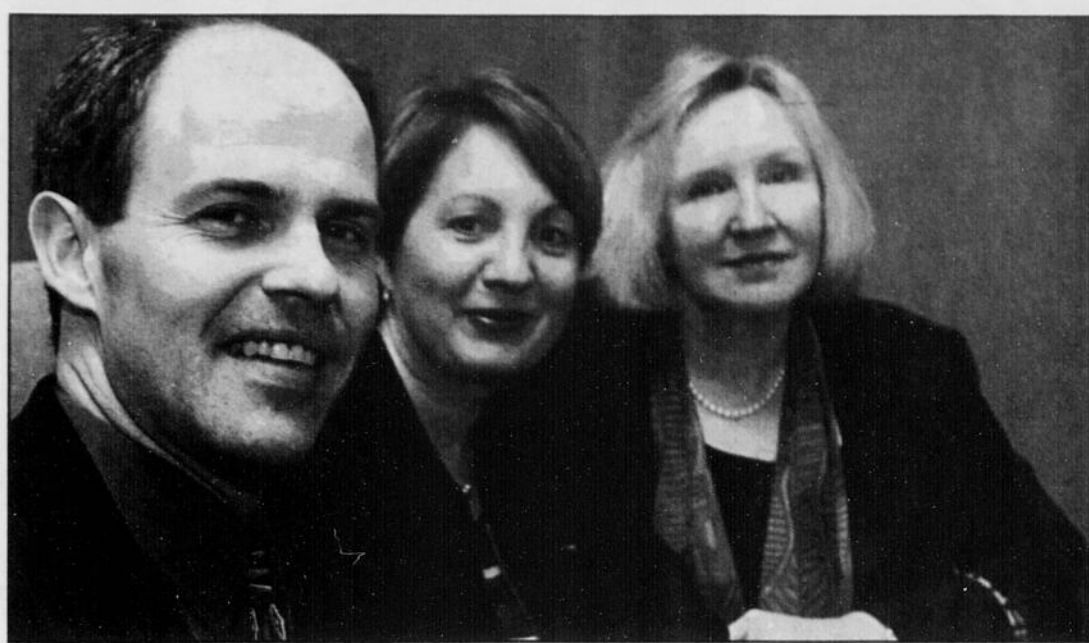
Daniel Forgues
dforgues@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Plus de 75 familles sont en attente de services à la Ligue de protection de l'enfance de l'Estrie, cet organisme qui possède la Maison Richelieu dans l'Est de Sherbrooke où quelque 350 enfants bénéficient régulièrement de services.

Parmi ces familles, explique la directrice de l'organisme, Louisane Côté, 14 attendent des services depuis plus d'un an. L'an dernier, la liste d'attente était d'une cinquantaine de familles.

Avec une douzaine d'employés, la Ligue de protection de l'enfance de l'Estrie intervient autant auprès de jeunes mamans pour leur apporter du soutien qu'auprès de familles vivant des conflits durant la période de séparation ou du divorce.

«Mais nos budgets ne nous permettent pas de répondre à tous les besoins», dit Mme Côté, en annonçant du même coup la tenue d'un deuxième cocktail bénéfique qui, espère-t-on, rapportera quelque chose comme 30 000 \$.



La Ligue pour l'enfance de l'Estrie peut compter sur des gens dévoués dont Stéphane Delisle, président du conseil d'administration, Louisane Côté, directrice de l'organisme, et Me Colette Lavoie, présidente d'honneur de la campagne de financement.

Présidente d'honneur de cette activité de financement qui se tiendra le 20 février au Club de golf de Sherbrooke, Me Colette Lavoie précise que la Maison Richelieu constitue un milieu calme et serein pour plusieurs parents séparés qui doivent s'échanger leurs enfants ou les rencontrer après une certaine période.

Faute de place...

«Mais faute de place à la Ligue pour l'enfance, les juges doivent parfois recommander à des couples séparés de s'échanger leurs enfants au poste de police», dit-elle.

Le président du conseil d'administration de l'organisme, Stéphane Delisle, précise que la deuxième édition du cocktail bénéfique représente le plus important apport à la campagne de financement au cours de laquelle on espère recueillir 100 000 \$ avec différentes activités.

Un encan silencieux avec bien des surprises attend les participants à ce cocktail bénéfique et les billets sont disponibles à la Ligue: 563-8774. Adresse internet: ligue.enfance@qc.aira.com

Les Cadets de l'aviation invitent les jeunes à... planer

Denis Dufresne
SHERBROOKE

Les Cadets de l'aviation sont en recrutement auprès des jeunes de 12 à 19 ans, à qui ils offrent diverses

Sans discipline, aucune vie n'est possible - Catherine Hepburn

Une grand-maman sarcastique



Louise VÉZINA
COLLABORATION SPÉCIALE

Je vous aime bien gros. C'est votre grand-maman fripée, mais un peu fripée des fêtes qui revient après un an. Bonne année et bonne santé.

J'ai pensé vous écrire car je trouve cela bien triste de voir qu'il y en a qui sont à l'étroit dans leurs vêtements. Il m'est venu à l'idée qu'après les fêtes, tout l'argent qu'on a ramassé, il devrait rester quelques dollars inutilisés.

Ce serait une bonne action d'envoyer un mandat poste à Céline Dion afin qu'elle puisse acheter une salopette à René-Charles, il doit être pris serré dans sa robe de baptême. Ce doit être pour cela qu'il ne sourit jamais sur les photos.

Excusez-moi, j'avais envie de rire un peu. Je ne pourrai plus vous écrire bientôt car voyez-vous plusieurs mots ne sont pas corrects à l'âge que j'ai, c'est pardonnable à 81 ans.

Céline fera ce qu'elle voudra avec la monnaie...

Lucienne

Eh bien grand-maman fripée, vous avez un humour sarcastique il me semble. Vous avez certainement encore plusieurs années devant vous pour nous écrire et nous faire rire.

Le rire est une marque d'équilibre pour notre santé mentale. Vous savez que chez les personnes atteintes dans leur santé mentale, la thérapie par le rire les aide à diminuer leurs symptômes. C'est vrai! Essayez quand vous serez triste!

Services aux malades mentaux

Madame Vézina, je vous ai écrit à quelques reprises pour ma mère qui se fait intimidé par mon frère schizophrène, toxicomane.

Nous avons fait ce que vous nous avez proposé, curatelle, etc. Rien n'y fait. Mon frère consomme toujours plutôt que de prendre sa médication. Personne ne veut le garder. Et ma mère hérite encore de lui et de ses crises.

Comment se fait-il qu'il n'y ait pas des lois pour forcer ces personnes violentes à se faire traiter? Il fait ce qu'il veut. Personne ne peut l'arrêter. Tout le monde en a peur.

Je n'en reviens pas! Personne ne se mouille. Ma mère va y laisser sa santé déjà hypothéquée.

Marie

Je comprends votre désarroi, Marie. Écoutez, à mon avis, trop de personnes avec des troubles de personnalités antisociales profitent des services de la santé mentale pour se servir du système, se faire prendre en charge et ensuite faire leur loi.

Je m'explique. Comme tout système, le réseau a ses limites. Si une personne se conduit mal dans les services, elle hérite des conséquences de son comportement. Les droits de la personne prévalent sur ceux des citoyens. Chacun se protège. Surtout quand il y a violence. C'est légitime. Et ça coûte cher.

Sous une toxicomanie se cache souvent un comportement antisocial, que l'on traite comme un malade dans le réseau, plutôt que comme un délinquant avec une conséquence à l'acte.

La délinquance adulte n'est pas toutes dans les prisons. Certains manipulent assez bien.

D'ici quelques années, je suis certaine qu'il y aura des établissements pour donner les soins aux malades mentaux et une loi pour les obliger à y venir. Sinon, l'État se chargera des les y contraindre: une psychiatrie légale, légitimée avec employés formés à ce rôle.

Beaucoup de malades mentaux ne peuvent s'astreindre à gérer leur médication seul. Encore moins un toxicomane. Il ont besoin de structures physiques et psychologiques ou chimiques imposées.

Domage pour votre mère. Dites-lui d'appeler la police pour exclure son fils. Il faut qu'il soit confronté aux conséquences de ses actes. Ce n'est pas parce qu'il est malade qu'il est violent, mais bien parce qu'il a une structure de personnalité comme cela. Sa maladie ne lui aide pas non plus. Bonne chance Madame et revenez-nous...A mardi...

Louise Vézina

1950 rue Roy, Sherbrooke, QC, J1K 2X8
Tel: 819-564-5456 poste 778, Fax: 819-564-8098
Courriel: lvc@videotron.ca

formations, dont les techniques de l'aviation et de vols de familiarisation, les premiers soins et la survie en forêt.

Marie-Ève Houde Lessard, sergent de section au sein de l'Escadron 67 des Cadets de l'aviation de Sherbrooke, précise que les Cadets de l'aviation offrent une vraie formation de pilotage en planeur, d'une durée de six semaines, durant l'été, à leur base de Saint-Jean-sur-Richelieu.

«J'ai suivi cette formation. J'ai toujours voulu être pilote et c'était mon but en entrant dans les cadets», ajoute la jeune femme de 18 ans.

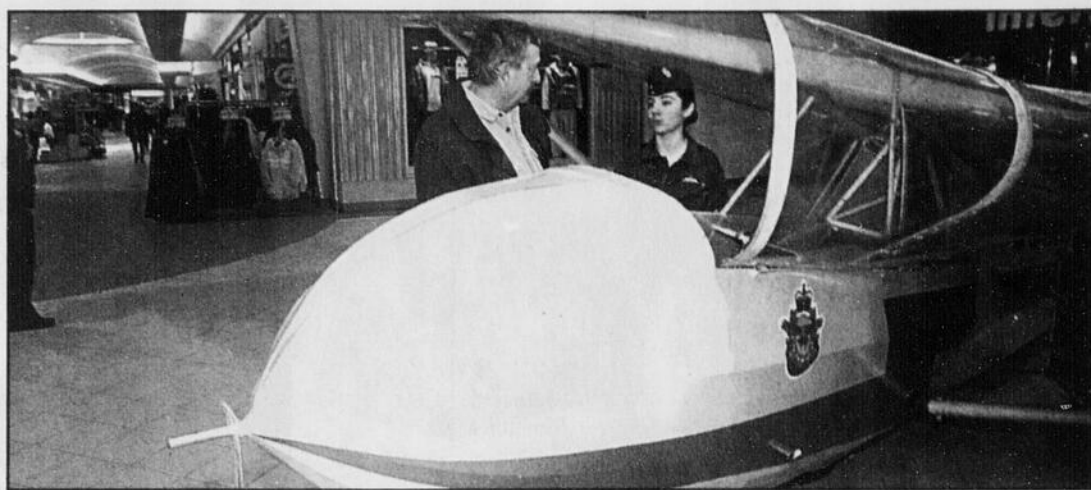
Marie-Ève Houde Lessard avoue du reste avoir eu la piqure dès ses premiers vols.

«Au camp d'entraînement, on reçoit une formation intensive à la fois théorique et pratique. Dans l'appareil, l'instructeur prend place à l'arrière et dès le deuxième vol, on apprend les manoeuvres de décollage et les mouvements de vol», souligne la jeune femme.

Une fois lancé dans les airs, après avoir été remorqué par un avion, un planeur peut atteindre une altitude d'environ 1000 mètres (3000 pieds).

Dangereux?

L'appareil peut voler à une vitesse de 80 à 160 kilomètres/heure (de 50 à



Les Cadets de l'aviation ont installé il y a peu un planeur en plein Carrefour de l'Estrie dans le cadre de leur campagne de recrutement. Sur la photo, Jacques Vigneux, de Windsor, reçoit des explications de Marie-Ève Houde-Lessard, sergent de section dans l'Escadron 67 de Sherbrooke.

98 milles à l'heure).

«Pas vraiment, mais un écrasement est toujours possible si le vol est mal planifié ou si les courants d'air sont descendants, mais il y a peu d'accidents», répond Marie-Ève Houde Lessard, ajoutant que l'armature du fuselage est très solide.

«Lorsqu'on apprend à voler avec un planeur, on a une zone de vol à respecter afin de revenir se poser à notre point de départ. Le temps de vol est généralement de 15 minutes», mentionne la jeune femme.

Un planeur peut même se poser dans un champ de blé d'Inde coupé, ou sur une terre en jachère, mais, prévient Marie-Ève, «il faut s'assurer qu'il n'y a pas d'obstacles comme des clôtures».

«Être aux commandes d'un planeur c'est fantastique: il n'y a pas de bruit, tu es seule, libre et c'est toi qui prends les décisions», dit-elle.

Pour Marie-Ève Houde Lessard, l'expérience des Cadets de l'aviation aura peut-être décidé de son avenir puisqu'elle entend devenir instructeur de vol, puis contrôleur aérien.

R E E R D E S J A R D I N S



Investir, c'est rock'n'roll?

Un conseil: protégez votre capital avec l'Épargne à terme Gestion active

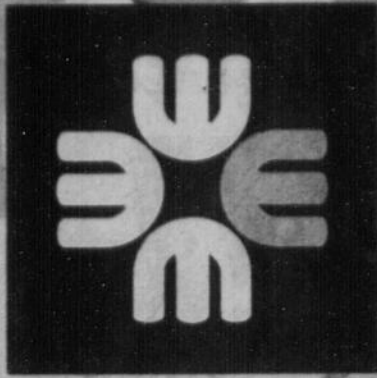
Même quand les marchés sont instables, vous pouvez limiter votre exposition au risque sans sacrifier le rendement. Avec l'Épargne à terme Gestion active, vous profitez de la combinaison de quatre types d'actifs (indices boursiers, devises, fonds d'arbitrage, obligations), dans dix pays. Cette répartition est ajustée mensuellement par une équipe d'experts afin de toujours vous faire obtenir le meilleur rendement possible, capital garanti.

Besoin d'un petit coup de pouce pour cotiser au maximum ou pour vous prévaloir de vos droits REER inutilisés? Renseignez-vous sur le prêt REER auprès de votre conseiller Desjardins. Vous pourriez être surpris des avantages. «Oh yeah!»

www.desjardins.com
1 800 CAISSES



DANS LE MAIL CENTRAL DU



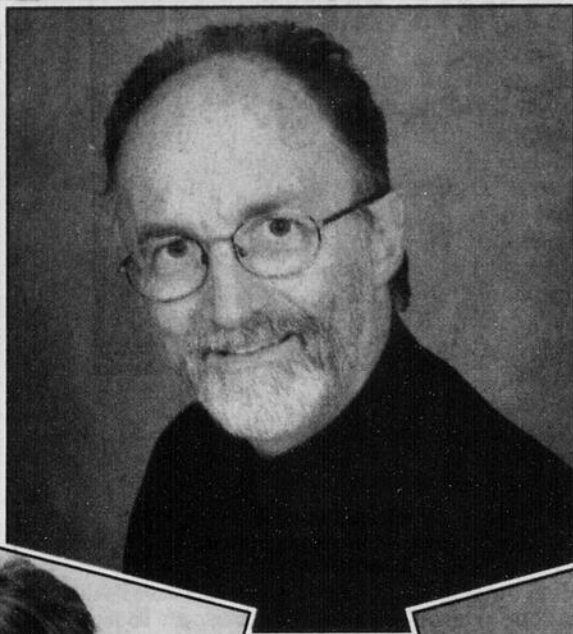
CARREFOUR DE L'ESTRIE

LES 7, 8, 9, 10 FÉVRIER

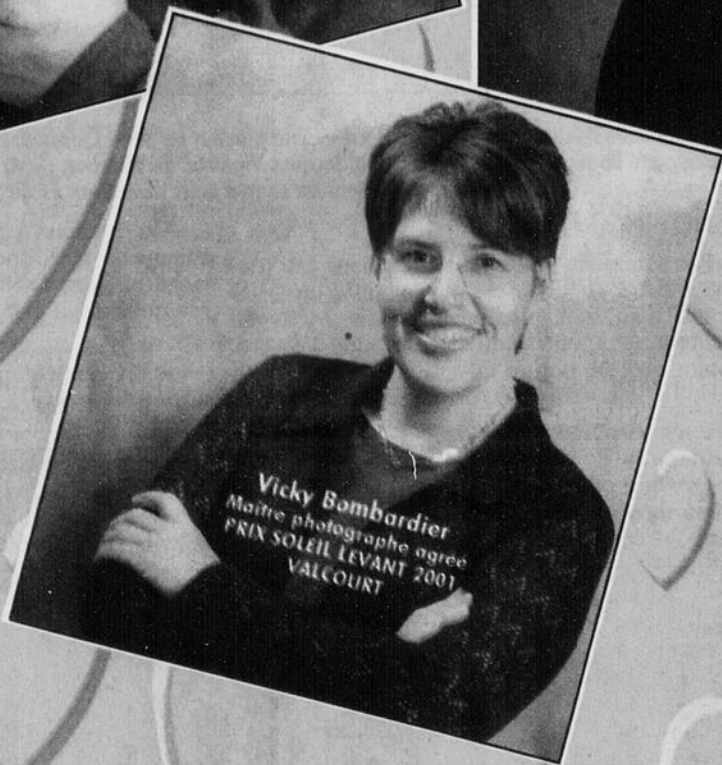
Salon de la photographie professionnelle 21^e anniversaire



Jean-François Perreault
Photographe professionnel
SHERBROOKE



Manon Rousseau
Maître photographe agréé
GOULVILLE



Vicky Bombardier
Maître photographe agréé
PRIN SOLEIL LEVANT 2001
VALCOURT



Mario Langlois
Photographe agréé
MAGOG

Corporation des Maîtres Photographes du Québec



TIRAGE DE 10000\$

de forfaits d'amoureux

AU LUXUEUX HÔTEL

King's Hall

DE COMPTON

EN COLLABORATION AVEC :



L'HÔTEL

King's Hall

Tout... d'un coup!

Super centre commercial régional : 3050, boul. de Portland, Sherbrooke - 563-1907